



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

De l'interview de Bernard Thibault donnée au journal Le Monde

Le Front Syndical de Classe, en la personne de son président Roger SILVAIN, s'élève contre les propos tenus par Bernard Thibault dans son interview donnée au Monde le 9 novembre 2009.

Malgré une pique bien inoffensive à destination de la CFDT accusée de remettre le changement social à un peu trop loin (comme si l'état-major CFDT n'était pas missionné pour trahir chaque lutte et chaque revendication), tout dans cette interview confirme **l'ancrage dans le syndicalisme rassemblé** du principal dirigeant de la CGT.

S'accrochant à une lecture superficielle des résultats aux prud'homales (marquée avant tout par une abstention massive faisant figure de désaveu et par l'engagement massif des militants de terrain et de lutte CGT reconnus à la base permettant à la CGT de limiter les dégâts^[1]), B. Thibault débute son interview en balayant la candidature de JP Delannoy : « *C'est une candidature individuelle, elle n'a pas été présentée suivant les règles statutaires, elle ne sera donc pas prise en compte. Jean-Pierre Delannoy veut incarner une autre orientation pour la CGT. Ce débat sera réglé au congrès.* »

Alors le congrès de la CGT n'est normalement nullement à la botte de l'équipe sortante mais bien le congrès des syndicats, souverains durant son déroulement, **B. Thibault refuse de reconnaître le courant important que représente Delannoy, en particulier dans les bases syndicales.** Outre les prises de position de plus en plus nombreuses de militants et organisations de base, l'ampleur de la rupture entre les bases syndicales et l'appareil confédéral est pourtant confirmée par l'enquête diligentée par la Confédération elle-même en juillet auprès des UD et des Fédés et dont les remontées sont très claires : si la ligne est approuvée par l'appareil permanent, elle ne passe pas dans les syndicats : « *nous avons du mal à être écoutés* », déploraient les cadres intermédiaires.

C'est donc dire le peu de cas fait ici à la démocratie syndicale, déjà sérieusement mise à mal par la préparation du congrès (sans même parler des mises à l'écrit, mesures administratives ou même exclusion pure et simple de syndicats ou d'UL) : la désignation des délégués a principalement eu lieu avant même la parution des documents officiels et très peu de syndicats ont été réunis pour désigner les délégués et candidats à la future commission exécutive.

Mais elle sera encore bien plus en danger si passent les projets confédéraux au cours d'un congrès qui paraît donc joué d'avance.

Derrière les discours sur la nécessité de syndiquer davantage, ce que nul syndicaliste ne conteste, le document d'orientation propose en effet la remise en cause des syndicats d'entreprise et du fédéralisme et programme leur remplacement par de nouvelles structures « à la carte » validées par une commission confédérale d'affiliation en fonction de leur adaptation à la ligne confédérale. Adieu donc à ce qui a fait la richesse de la CGT : la conf' n'est plus la coordinatrice mandatée par la base mais, depuis Montreuil et les bureaux de la CES à Bruxelles, elle dirige, valide ou exclut : la démocratie syndicale est supplantée par le centralisme bureaucratique.

Ainsi serait définitivement verrouillé le recentrage confédéral et, après la mise en place du Cogetise au congrès précédent, l'état-major confédéral disposerait de tous les moyens pour mettre au pas les organisations de base encore largement imprégnées de lutte de classes – avant de les exclure.

L'enjeu est de taille pour les syndiqués CGT et, au-delà, pour l'ensemble des travailleurs.

Il recouvre la **bataille sur le bilan et l'orientation de la direction confédérale** alors que Bernard Thibault fait, toujours dans cette interview, un plaidoyer pour le « *compromis* » (en cette période, on aurait pu espérer qu'il parle de lutte voire de lutte de classe) et, dans le droit fil des documents préparatoires au congrès, évacue l'enlisement par les directions syndicales de la mobilisation du premier semestre 2009 et le bilan pour les travailleurs de ces 20 dernières années de syndicalisme rassemblé.

Or chaque militant syndical sait ce que signifie « compromis » et qu'il n'est en même temps de compromis utile aux travailleurs qu'appuyé sur un rapport de force : alors que la confédération a renoncé à construire ce rapport de force, de quel compromis utile aux travailleurs B. Thibault peut-il se réclamer sur les 20 dernières années?

- Sur les salaires ? Depuis 20 ans, la masse salariale nationale est amputée annuellement de 180 milliards d'euros : où est le compromis ?

- Sur les retraites, où est le compromis ?

- Concernant la sécu et l'accès au soins, où est le compromis ?

- La casse du service public et de l'éducation ?

- L'emploi, les délocalisations et la casse industrielle ?

- Les droits et les libertés syndicales ?

C'est du 120% de satisfaction pour le capital aux affaires.

Depuis 20 ans, les travailleurs encaissent coups sur coups et subissent reculs sur reculs de la part d'un pouvoir patronal décidé à mener et à gagner la lutte de classe. Pendant ce temps, la direction confédérale a passé son temps à liquider l'héritage de classe qui fit la force de la CGT et des travailleurs, et à construire le syndicalisme rassemblé au sommet dans l'accompagnement du patronat et dans la défaite pour les travailleurs, en France et au niveau international (CES-CSI).

En dépit de ce qu'affirme B.Thibault, elle flirte désormais en permanence avec la compromission, à l'Elysée, dans les salons feutrés du Medef ou de l'UE, dans des associations comme Confrontations-Europe ou Dialogues, dans le refus de construire le tous ensemble en même temps seul capable de battre le grand capital et ses institutions.

C'est pourquoi il est vital pour la CGT et pour l'ensemble des travailleurs que soit clairement posée la question de l'orientation syndicale et des directions qui la portent : poursuivre avec le syndicalisme perdant de ces 20 dernières années ou redéfinir l'orientation de la grande CGT par la renaissance du syndicalisme de classe et de masse qui lutte au quotidien pour la satisfaction des revendications et à long terme pour la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la socialisation des moyens d'échange et de production ?

C'est pourquoi le FSC soutient la candidature de JP Delannoy comme secrétaire général de la CGT contre B. Thibault, susceptible de favoriser le débat et le rassemblement entre syndiqués de lutte afin de sauver la grande CGT et la replacer sur ses fondamentaux. Le mécontentement populaire face à la casse sociale et la colère militante face aux directions syndicales est important. La direction CGT le sait bien et mise sur le verrouillage, l'exclusion pour accélérer et rendre définitive la dérive.

Mais la CGT, notre CGT, c'est celle des camarades et des militants du terrain. On ne veut pas la perdre et la laisser aux mains de ceux qui n'ont que des défaites comme bilan et la poursuite du naufrage comme proposition.

Roger SILVAIN, ex-secrétaire général CGT Renault Billancourt, ex-coordonateur CGT groupe Renault, président du Front Syndical de Classe.

[1] 76% d'abstention ! On ne peut pas dire pour les élections politiques que 60% d'abstention, c'est catastrophique pour la démocratie et évacuer la question lorsque que le monde du travail est concerné !

Pour adhérer au FSC - Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus),

Adhésion d'organisations : 50 euros minimum

Carte de bienfaiteur à partir de 100 euros

Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer à : Jacky Omer, 40 Boulevard de la Liberté, 92320 Châtillon.